

INVENTAIRE RÉALISÉ PAR :

## BIOGRAPHIE DE PIERRE SCHARFF

- Arrière-petit-fils de François SCHARFF, «cet Alsacien-lorrain qui, en 1870, après la guerre franco-prussienne, préféra l'exil en Belgique, dans l'honneur de ses engagements militaires et la fierté de sa citoyenneté française»<sup>1</sup>, Pierre SCHARFF est né à Wolkrange, le 3 août 1941. Marié avec Michèle CLEMENT, il est le père de quatre enfants :

- Christine, Virton, le 10 mars 1967;
- Benoît, Virton, le 21 mai 1969;
- Chantal, Virton, le 28 juillet 1971;
- Patrick, Bruxelles, le 10 février 1974.

- C'est à ses parents, Lucien SCHARFF et Joséphine MATHIEU, que Pierre SCHARFF doit d'avoir eu la force de l'engagement social, et plus particulièrement à son père, chef-garde aux chemins de fer, qui lui a insufflé la joie et l'ardeur de la mobilité dans les espaces et dans une vie professionnelle au service public. Après ses études en section gréco-latine qu'il effectua au collège Saint-Joseph à Virton (1959), Pierre SCHARFF opta pour la carrière pédagogique, après avoir obtenu le titre d'agrégé de l'Enseignement secondaire inférieur (option français-histoire) à l'Institut Sainte-Marie à Arlon (1962), dans le cadre de la coopération au développement au Congo-Kinshasa à Mbanza-Mboma (Bas-Congo) (1962-1966). Après avoir enseigné à l'Institut de la Sainte-Famille à Virton (1966-1975), Pierre SCHARFF passa à la fonction publique où il allait y exercer la fonction d'inspecteur au Ministère de l'Education nationale et de la culture française (1975), d'inspecteur en chef au Ministère de la Communauté française (1989), de directeur d'administration et enfin de directeur général adjoint (1997). A côté de ses fonctions d'inspecteur, il occupa diverses charges au sein de l'Intercommunale des soins de santé des arrondissements d'Arlon-Virton, comme administrateur puis comme vice-président (1995).

- Passionné de la chose publique, Pierre SCHARFF investit dans la politique en adhérant au Parti social-chrétien (1970) dont il allait gravir tous les échelons grâce au soutien des militants luxembourgeois qui le fortifieraient dans ses engagements politiques et de diverses personnalités sociale-chrétiennes qui, au cours des années 1970-1990 le solliciteraient pour ses compétences, sa ténacité et sa rigueur professionnelle...

Conseiller communal de la Ville de Virton (1971), il allait siéger de longues années aux côtés de Joseph MICHEL, ancien ministre, et assumer les fonctions de premier échevin (1971-1982), de bourgmestre ff (1974-1979) et de bourgmestre en titre (1995). En plus du mandat de conseiller communal, il remplit celui de conseiller provincial du Luxembourg (1971-1991). Sénateur coopté (1991-1995), Pierre SCHARFF investit dans les commissions des Affaires intérieures et de la Défense avant de siéger parmi les premiers députés, élus directs des Parlements de la Région wallonne et de la Communauté française à l'issue des élections législatives et régionales de mai 1995. Au sein de ces assemblées il se préoccupe plus particulièrement des problèmes inhérents à l'emploi, la formation, la recherche, le développement technologique dont il est le président de la commission parlementaire, et les Affaires intérieures.

- Mandataire attentif de l'intérêt de ses concitoyens, Pierre SCHARFF est aussi un militant social-chrétien actif. Il commença sa «carrière militante» comme détaché pédagogique au sein du Part en tant que secrétaire général des Jeunes sociaux-chrétiens (1972-1975). Grâce à l'amitié des uns et des autres, et plus particulièrement «du clan luxembourgeois », il allait connaître avec ceux-ci la solidarité à tous les échelons du Parti social-chrétien : Henri BOSSELER, le chef de groupe au Conseil

---

<sup>1</sup> Pierre SCHARFF, «Merci», Temps nouveaux, mai 1992.

provincial pour un Luxembourg redynamisé; les sénateurs, Guy LUTGEN, André BOUCHAT pour leur synergie sénatoriale et par après au Parlement wallon et au Conseil de la Communauté française. Sans oublier l'amitié du Luxembourgeois, originaire de Noville-Bastogne, Gérard DEPREZ, qui l'appela à la fonction de secrétaire politique général (octobre 1989) en remplacement de Jacques LEFEVRE. Pendant cinq années, Pierre SCHARFF allait plus particulièrement se préoccuper des dossiers politiques et de la coordination des affaires nationales, communautaires et régionales wallonnes.

- Maître-d'œuvre de plusieurs congrès du Parti social-chrétien, il dénonça, dans le rapport qu'il avait présenté aux délégués du Congrès de Louvain-la-Neuve «Resserrer les liens entre les citoyens» (24 avril 1993), «les mots qui évoquent en nous un sentiment d'inquiétude, d'anxiété, d'insécurité, d'angoisse même». Il releva la peur que la société avait d'elle-même, «parce qu'elle n'est plus sûre de son identité, parce que le tissu social est distendu, éraillé, déchiré... » Er vilipender ce qu'il estima être des reflets de «cette gigantesque trouille».

- Passionné par les problèmes du secteur non marchand, il vint au Congrès de Soignies – «Le secteur non marchand» - (23 mars 1991), à dénoncer les projets du ministre de l'Emploi et travail de la Région wallonne, qui avait tout mis en œuvre pour démanteler le Troisième circuit de travail, dû à Michel HANSENNE, sous le prétexte de le remplacer par le Programme régional d'insertion dans le marché de l'emploi qui eût été défavorable à l'ensemble du monde associatif et plus particulièrement aux associations libres, d'inspiration personaliste, se préoccupant prioritairement à «la lutte contre la pauvreté sociale et culturelle». Il se déclara en faveur de celles-ci en reconnaissant «le dynamisme de leur bénévolat et leur militantisme au service des personnes souvent les plus faibles de notre société»<sup>2</sup>.

- Au Congrès de Liège – «Communes, Intercommunales, Provinces, des institutions au service des citoyens» - (23 octobre 1993), il favorisa une nouvelle réflexion pour les institutions de la démocratie de proximité.

- Au Congrès de Marche – «Objectif-Terre», (21 avril 1990), il contribua aux nouveaux engagements du Parti social-chrétien en matière d'environnement.

Administrateur délégué (19889-1996), préoccupé par l'éducation permanente des moins favorisés de la société, il entreprit de réorganiser le Centre de perfectionnement des cadres politiques qui, sous impulsion, devint le Centre permanent pour la citoyenneté et la participation (1992), Il veilla à ce que le CPCP mît en place des conditions permettant l'exercice, par le plus grand nombre et en conscience, de la citoyenneté responsable, en favorisant la connaissance et l'utilisation des mécanismes de participation à la vie sociale culturelle, économique et politique, et ce , en s'inspirant particulièrement des valeurs de l'humanisme chrétien et du personalisme communautaire. Soucieux de mieux comprendre et maîtriser lui-même les mécanismes qui régissent la société, il reprit des études supérieurs à l'Université catholique de Louvain, tout en restant actif sur le plan professionnel et politique et obtint le titre de licencié en politique économique et sociale (1990) et ce, après avoir présenté un travail consacré à la création d'un médiateur à la Région wallonne et à la Communauté française.

Toutes les obligations de Pierre SCHARFF ne l'éloignèrent pas pour autant de la gestion de Virton. Après deux exercices passés dans l'opposition, le groupe social-chrétien emmené par Pierre SCHARFF retrouva, à l'issue des élections communales d'octobre 1995, la conduite des affaires municipales en partenariat avec les socialistes.

---

<sup>2</sup> Pierre SCHARFF, «Zéro, monsieur HISMANS. Revoyez votre copie!», Temps nouveaux, novembre 1989.

En fait, en 1976, le ministre de la fusion des communes, Joseph MICHEL, avait emporté le maïorat alors que les nouvelles forces politiques en présence menaçaient la majorité sociale-chrétienne qui passa dans l'opposition en 1982 suite à une coalition libérale et socialiste. Pierre SCHARFF et son équipe unie ont été le moteur d'un bouleversement des esprits en lançant l'idée du Parti social-chrétien, parti partenaire, et d'un contrat de confiance avec chaque habitant de la ville.

Député-maire, Pierre SCHARFF dut se résoudre à abandonner ses fonctions de secrétaire politique général du Parti social-chrétien, fonction qu'il occupa auprès de Gérard DEPRez et qui fut celle de «cinq longues et belles années d'amitié, partagées de loyauté, d'engagement et de travail» au cours desquelles il n'a pas recherché «de l'avant-plan» ou encore «d'avidité dans la carrière»<sup>3</sup>.

C'est au lendemain des élections du 29 mars 1996 qui ont ramené Charles-Ferdinand NOTHOMB à la présidence du Parti social-chrétien que le service des archives du CPCP a reçu les papiers que Pierre SCHARFF avait laissés à son successeur au secrétariat politique, Joëlle MILQUET, afin de les inventorier et les classer.

Le fonds des archives de Pierre SCHARFF contient des notes relatives aux associations sociale-chrétiennes et à l'organisation du Parti social-chrétien dont, notamment, les congrès dont il fut une des chevilles ouvrières.

De plus, le chercheur trouvera divers dossier touchant à des faits de société et à la réforme de l'Etat belge.

Par la présente, l'archiviste du CPCP remercie Pierre SCHARFF d'avoir laissé ses papiers à Bruxelles; il l'assure que l'inventaire de ceux-ci a été effectué avec soin: ils sont désormais des pièces à conviction de notre histoire jamais achevée. C'est la raison pour laquelle, à l'image du Talmud de Babylone, dont il est un lecteur érudit, cet inventaire commence par une feuille blanche...

Le fonds des archives de Pierre SCHARFF a été dactylographié par Sabina MURATORE, rédacteur au CPCP, à qui est adressé tous nos remerciements.

Fait à Bruxelles, le 15/09/1997

Fernand-DanielDustin

---

<sup>3</sup> Gérard Deprez, « Merci Pierre », Temps Nouveaux, février 1995.

# Inventaire des archives de Pierre SCHARFF

## Parti social-chrétien

### 1.1. - Associations émanant du Parti social-chrétien.

- 1.1.1. - *Action et recherches culturelles (ARC).*
- 1.1.1.1. - Assemblées générales et conseils d'administration de l'ARC
- 1.1.1.1.1. - Compte d'exploitation de juillet 1991 à juin 1992, 30/07/1992, Bruxelles;
- 1.1.1.1.2. - Procès-verbal de l'assemblée générale du 29 mars 1993;
- 1.1.1.1.3. - Assemblée générale extraordinaire et conseil d'administration du 16 novembre 1993;
- 1.1.1.1.4. - Convocation à l'assemblée générale extraordinaire du 25 avril 1994, 5/04/1994, Bruxelles;
- 1.1.1.1.5. - Convocation du conseil d'administration du 25 avril 1994, 5/04/1994, Bruxelles;
- 1.1.1.1.6. - Aux membres de l'assemblée générale, [Bilan fiscal], 12/04/1994
- 1.1.1.1.7. - Procès-verbal de l'assemblée générale du 25 avril 1994, Bruxelles;
- 1.1.1.1.8. - Procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 25 avril 1994, Bruxelles;
- 1.1.1.1.9. - Aux membres du conseil d'administration, [Convocation à la réunion du 10 mai 1994], 28/04/1994, Bruxelles;
- 1.1.1.1.10. - Aux membres de l'assemblée générale, [Convocation à la réunion du 16 mai 1994], 28/04/1994, Bruxelles;
- 1.1.1.2. - Correspondance (par ordre chronologique).
- 1.1.1.2.1. - De Jean-Louis Thys à Gérard Deprez, [Avenir de l'Arc], 27/08/1991, Bruxelles;
- 1.1.1.2.2. - De Eric Znamenski à Gérard Deprez, [Article du journal «Le Soir» du 7/12/1993], 10/12/1993, Bruxelles;
- 1.1.1.2.3. - De Jean-Jacques Schellens à Gérard Deprez, [Mission de l'ARC], 17/04/1991, Bruxelles;
- 1.1.1.2.4. - De Philippe Maystadt à Jean-Pierre Schellens, [Subside de fonctionnement], 9/02/1993, Bruxelles.
- 1.1.1.3. - Revues de l'ARC, collection incomplète, 1991-1994.
- 1.1.1.4. - Statuts de l'ARC

- *Association des mandataires locaux (AML).*

- 1.1.1.5. - Congrès de l'AML
- 1.1.1.5.1. - Congrès de Durbuy, 5-6/05/1979.
- 1.1.1.5.2. - Présentation du mouvement.
  - Congrès de Lasnes, 29/03/1980
  - Thème: «Les Communes».
  - Programme;
  - Résolutions finales,  
«Des communes fortes?».
- 1.1.1.5.3. - Congrès de Dinant, 25/04/1981.
  - Thème: «Gérer la commune malgré la crise».
  - Texte du congrès.
- 1.1.1.5.4. - Rassemblement des élus locaux, 11/12/1982, Oteppe.
- 1.1.1.5.5. - Exposé d'introduction de Gérard Bouffiaux.
  - Congrès de Marche-en-Famenne, 20/11/1983.
  - Programme du congrès.
- 1.1.1.6. - Correspondance (par ordre chronologique).
- 1.1.1.6.1. - Copie d'un courrier de Michel Lebrun adressé à André Cools, « Répartition des 5% de l'article 3 du décret relatif au financement général des communes wallonnes, 16/10/1989, Bruxelles;
- 1.1.1.6.2. - De Michel Bols à Albert Liénard, «La tutelle des communes et les travaux subsidiés», 29/04/1992, Bruxelles;
- 1.1.1.6.3. - De Michel Bols à Jacques Marneffe, [Réunion des échevins et présidents de CPAS sociaux-chrétiens], 29/04/1992, Bruxelles
- 1.1.1.6.4. - De Michel Bols aux bourgmestres et autres mandataires sociaux-chrétiens, [secteur non-marchand], 2/10/1992, Bruxelles;
- 1.1.1.6.5. - De André Bouchat à Pierre Scharff, [Scrutin de l'AML], 29/04/1993, Marche-en-Famenne;
- 1.1.1.6.6. - De Josy Arens au membre de l'AML, «532 jours», 24/04/1993
- 1.1.1.6.7. - De Josy Arens à Gérard Deprez, «Election du président de l'AML», 28/04/1993, Bruxelles;
- 1.1.1.6.8. - De Jean Foncoux à Lucien Lelling, [Election du président de l'AML], 14/05/1993, Bruxelles;
- 1.1.1.6.9. - De Jean Foncoux à Francis Mertz, [Election du président de l'AML], 14/05/1993, Bruxelles;
- 1.1.1.6.10. - De Michel Bols à Gérard Deprez, «Election du président de l'AML», 18/05/1993, Bruxelles;
- 1.1.1.6.11. - Copie d'un courrier d'André Bouchat à des ministres sociaux- chrétiens, [Statut des agents de communes], 4/02/1994, Marloie;

- 1.1.1.7.
  - Organisation de l'AML.
  - Documentation relative à l'organisation de l'AML, (1990-1993);
  
  - Status de l'AML.
  
- 1.1.2.
  - *Centre d'études politiques économiques et sociales (CEPESS).*
  
- 1.1.2.1.
  - Rapport d'activité annuel du CEPESS, 1991, Bruxelles;
- 1.1.2.2.
  - Règlement de travail, 29/11/1990, Bruxelles.

- 1.2. - Organisation du Parti Social-chrétien.**
- 1.2.1. - *Comité directeur (Listes des membres du ...)*
- 1.2.1.1. - Membres en mai 1992;
- 1.2.1.2. - Membres en décembre 1992;
- 1.2.1.3. - Membres en février 1993, première édition;
- 1.2.1.4. - Membres en février 1996, deuxième édition;
- 1.2.1.5. - Membres en juillet 1993;
- 1.2.1.6. - Membres en décembre 1993;
- 1.2.1.7. - Membres en février 1994;
- 1.2.1.8. - Membres en avril 1994;
- 1.2.1.9. - Membres en septembre 1994.
- 1.2.2. - *Commission chargée de la problématique de la constitution des cabinets ministériels.*
- 1.2.2.1. - Rapport de la commission, 11/12/1991, Péronnes.
- 1.2.3. - *Commission des fonctionnaires généraux sociaux-chrétiens.*
- 1.2.3.1. - Comptes-rendus des réunions de l'année 1994;
- 1.2.4. - *Démocratie-chrétienne italienne en Belgique.*
- 1.2.4.1. - Invitation de Gérard Deprez adressée aux membres des délégations de la Démocratie-chrétienne résidant en Belgique, 8/03/1991, Bruxelles.
- 1.2.5. - *Femmes sociales-chrétiennes.*
- 1.2.5.1. - Congrès de Namur, 24/03/1990.  
- Thème «Enfant-Travail-Foyer».  
- Dossier du congrès;  
- Notes diverses.
- 1.2.6. - *Finances du Parti*
- 1.2.6.1. - Note de Jean-Marie Collette à Jean-Claude Lenfant, [Contrôle des dépenses électorales pour les élections] 11/05/1990, Bruxelles.
- 1.2.7. - *Groupe de Namur.*
- 1.2.7.1. - Réunion des 1-2/07/1990 à Gesves;  
- Invitation de Gérard Deprez 28/06/1990, Bruxelles;  
- Notes manuscrites de Pierre Scharff;



- 1.2.7.2.
  - Notes de travail consacrés aux problèmes institutionnels.
  - Réunion des 6-7/01/1991 à Gesves;
  - Invitation de Gérard Deprez, 5/12/1990, Bruxelles.
  - Notes manuscrites de Pierre Scharff;
  - Notes de travail relatives à l'enseignement.
- 1.2.7.3.
  - Réunion des 16-17/09/1990 à Gesves.
  - Notes de synthèse confidentielles de Pierre Scharff consacrées à l'enseignement, la fonction publique et aux lignes politiques.
- 1.2.7.4.
  - Réunion du 17/03/1991 à Limelette.
  - Invitation de Gérard Deprez, 7/03/1991, Bruxelles;
  - Notes manuscrites de Pierre Scharff;
  - Notes de travail consacrées à l'enseignement et budget.
- 1.2.7.5.
  - Réunion du 18/07/1991 à Limelette.
- 1.2.7.6.
  - Invitation de Pierre Scharff, 11/07/1991, Bruxelles;
  - Notes manuscrites de Pierre Scharff;
  - Notes relatives au budget 1992.
- 1.2.8.
  - *Groupe des parlementaires sociaux-chrétiens de la Chambre.*
- 1.2.8.1.
  - Document du groupe social-chrétien de la Chambre, «Permis de bâtir», 26/09/1994, Bruxelles.
- 1.2.9.
  - *Groupe des parlementaires sociaux-chrétiens du Conseil de la Communauté française.*
- 1.2.9.1.
  - Journée de rentrée parlementaire, 17/09/1992, Bruxelles.
  - Dossiers: «Dialogue : le PS propose son architecture de l'Etat»;
  - «Le Plan Busquin à la loupe».
- 1.2.10.
  - *Présidents d'arrondissement.*
- 1.2.10.1.
  - Réunion des 16-17/06/1990 à Mons.
  - Dossier: Analyse des projections électorales.
- 1.2.11.
  - *Secrétariat général.*
- 1.2.11.1.
  - «Recrutement-Statistiques», mars 1991, Bruxelles;
- 1.2.11.2.
  - Elections européennes du 12/06/1994 » documents administratifs.
- 1.2.12.
  - *Secrétariat général aux relations internationales.*
- 1.2.12.1.
  - Note de Léon Saur, [Législature européenne 1989-1994], 11/04/1994, Bruxelles.
- 1.2.13.
  - *Secrétariat politique général.*

- 1.2.13.1. - Instructions relatives au renouvellement des instances du parti, 12/02/1992, Bruxelles.
- 1.2.14. - *Statuts du Parti.*
- 1.2.14.1. - Statuts du Parti promulgués au congrès de Marche, le 28/06/1980.
- 1.2.14.2. - Texte avec apport de modifications statutaires.
- 1.2.14.2. - Propositions du Comité directeur de modifications statutaires, 1991-1992, Bruxelles.

## 2. Faits de société

1.1. - Problèmes éthiques.

1.1.1. - Environnement.

1.1.1.1. - Inter-environnement Wallonie:  
«De la reconnaissance morale à la reconnaissance matérielle des  
associations d'environnement», décembre 1993, Bruxelles.

1.1.2. - Expériences sur l'animal vivant.

1.1.2.1. - Correspondance de Martine Perot à Pierre Scharff,  
[Amendements en projet de loi du ministre Bourgeois], 14/04/1994,  
Namur;

1.1.2.2. - Projet de loi du ministre Bourgeois avec amendement suggéré par  
Martine Perot;

1.1.2.3. - Revue de l'association «Pour la suppression des expériences sur  
l'animal vivant», décembre 1989 et mars 1990, Namur.

1.2. - Questions scolaires.

1.2.1. - Neutralité de l'enseignement officiel.

1.2.1.1. - Documentation relative à la neutralité de l'enseignement officiel,  
1992-1994;

- Prise de position de divers mouvements;

- Coupures de presse

### 3. Réforme de l'Etat belge (Problèmes institutionnels).

1.1. - Administrations locales.

1.1.1. - Législation organique relative aux administrations locales, [septembre 1992], Bruxelles.

1.2. - Agriculture.

1.2.1. - Note: «Transfert de compétences agricoles», [septembre 1992], Bruxelles.

1.3. - Amnistie.

1.3.1. - Intervention de Raymond Langendries en séance plénière de la Chambre des Représentants, «Amnistie», 10/02/1994, Bruxelles.

1.4. - Apparementement.

1.4.1. - Note relative à la proposition Gijs, 7/03/1992, Bruxelles;

- Documentation sur la répartition des sièges à la Chambre.

1.5. - Attitudes électorales.

1.5.1. - Etudes de André-Paul Frogner, «Le vote écologiste et d'extrême droite en Wallonie», sd, Louvain-la-Neuve.

1.6. - Bruxelles et sa périphérie.

1.6.1. - Comité directeur, «Projet de déclaration du PSC en faveur des Francophones de la périphérie», 21/12/1992, Bruxelles;

1.6.2. - Notes diverses;

- Copie d'une note du PSC de la périphérie adressée à Pierre Jonnart, «Déclaration du PSC en faveur des francophones de la périphérie», 1/02/1993, sl.

1.7. - Commerce extérieur.

1.7.1. - Projets de notes relatant la position du Parti social-chrétien en matière de commerce extérieur, [septembre 1992], Bruxelles.

1.8. - Commission institutionnelle du Parti social-chrétien.

1.8.1. - Articles de presse;

- Positions du Parti;

- Réunions de la commission, 1991-1993.

1.9. - Commission des services publics.

1.9.1. - Documentation diverse;

- Notes manuscrites de Pierre Scharff, 1992-1993

1.10. - Communauté française.

1.10.1. - Généralités.

1.10.1.1. - Points déposés par le Parti social-chrétien dans le cadre de la poursuite du développement de la structure de l'Etat fédéral, 7/04/1992, Bruxelles;

- 1.10.1.2. - Notes de travail de Michel Lebrun, septembre 1992, et de Albert Liénard, 7/09/1992;  
 - Note au comité directeur:  
 Fonds de refinancement des trésoreries communales de la Région de Bruxelles-Capitale.
- 1.10.2. - Financement-Fiscalité.
- 1.10.2.1. - Note résumée du projet de loi portant exécution du plan global en matière de fiscalité 1/03/1994, Bruxelles;
- 1.10.2.2. - Projet de loi spéciale du 16/01/1989 relative au financement des Communautés et des Régions.
- 1.10.3. - Réforme de la Communauté française.
- 1.10.3.1. - Documentation diverses.
- 1.10.4. Transfert des compétences de la Communauté française à la Région wallonne.
- 1.10.4.1. - Documentation diverses;  
 - Documentation provenant du cabinet du ministre Michel Lebrun 1992.
- 1.11. - Compétences implicites et pénales.
- 1.12. - Dialogue de Communauté à Communauté.
- 1.12.1. - Synthèses des travaux des groupes de travail, juin 1992, Bruxelles
- 1.13. – Elections
- 1.13.1. - Note de Michel Collinge, [Analyses électorales], 18/03/1992, Louvain-la-Neuve;  
 1.13.2. - Note de Miche Collinge, [Analyses électorales], 25/05/1992, Louvain-la-Neuve;  
 1.13.3. - Etude du courrier hebdomadaire du CRISP, «Les Assemblées législatives», 23/11/1992, Bruxelles;
- 1.13.4. - Synthèse du groupe de travail Réforme des institutions, «Elections directes», juin 1991, Bruxelles.
- 1.14. - Politique scientifique
- 1.14.1. - Notes consacrées à la politique scientifique, septembre 1992, Bruxelles.
- 1.15. - Province du Brabant.
- 1.15.1. - Discours de Jean-Louis Thys, «Position du PSC quant à la province du Brabant», 6/05/1994, Bruxelles.
- 1.16. - Province du Luxembourg.
- 1.16.1. - Accords de la Saint-Michel, janvier 1993, Bruxelles;
- 1.16.2. - Notes relatives aux sociaux-chrétiens luxembourgeois, 1993, Bruxelles.

1.17. - Réforme

1.17.1. - Déclaration gouvernementale, « La réforme nécessaire du système des cinq assemblées», 19/05/1988, Bruxelles

1.18. - Relation extérieures.

1.18.1. - Note du CEPESS, «Rapport» du groupe «Problèmes juridiques et institutionnels», 10/01/1992, Bruxelles.

1.19. - Tribunaux de police.

1.19.1. - Rapport sur la situation des tribunaux police de l'arrondissement de Nivelles, [1994], Bruxelles.

## TABLE DES MATIÈRES

- A. Présentation de Pierre Scharff  
Origine des archives de Pierre Scharff
  
- B. Inventaire des archives de Pierre Scharff
  - 1. Parti social-chrétien
    - 1.1. Associations émanant du Parti social-chrétien.
      - 1.1.1. Actions et recherches culturelles (ARC);
      - 1.1.2. Association des mandataires locaux (AML);
      - 1.1.3. Centre d'études, politiques économiques et sociales (CEPESS).
    - 1.2. Organisation du Parti social-chrétien:
      - 1.2.1. Comité directeur (Listes des membres du...);
      - 1.2.2. Commission chargée de la problématique de la constitution des cabinets ministériels;
      - 1.2.3. Commission des fonctionnaires généraux sociaux-chrétiens;
      - 1.2.4. Démocratie-chrétienne italienne en Belgique;
      - 1.2.5. Femmes sociales-chrétiennes;
      - 1.2.6. Finances du Parti;
      - 1.2.7. Groupe de Namur;
      - 1.2.8. Groupe des parlementaires sociaux-chrétiens de la Chambre;
      - 1.2.9. Groupe des parlementaires sociaux-chrétiens du Conseil de la Communauté Française;
      - 1.2.10. Présidents d'arrondissement;
      - 1.2.11. Secrétariat général;
      - 1.2.12. Secrétariat général aux relations internationales.
  - 2. Faits de société
    - 2.1. Problèmes éthiques:
      - 2.1.1. Environnement;
      - 2.1.2. Expériences sur l'animal vivant.
    - 2.2. Questions scolaires.
      - 2.2.1. Neutralité de l'enseignement officiel.
  - 3. Réforme de l'Etat belge (Problèmes institutionnels).
    - 3.1. Administrations locales.
    - 3.2. Agricultures.
    - 3.3. Amnistie.
    - 3.4. Apparentement.
    - 3.5. Attitudes électorales.
    - 3.6. Bruxelles et sa périphérie.
    - 3.7. Commerce extérieur.
    - 3.8. Commission institutionnelle du Parti social-chrétien.
    - 3.9. Commission des services publics.
    - 3.10. Communauté française.
    - 3.11. Compétences implicites et pénales.
    - 3.12. Dialogue de Communauté à Communauté.
    - 3.13. Elections.

- 3.14. Politique scientifique.
- 3.15. Province du Brabant.
- 3.16. Province du Luxembourg.
- 3.17. Réforme.
- 3.18. Relations extérieures.
- 3.19. Tribunaux de police.